



Pumpernickel

Intercom'

C'EST UN ARTICLE qui a dû aller droit au cœur de ces gestionnaires rigoureux qui prétendent nous faire la leçon en nous administrant la démonstration que sans eux rien n'est possible. C'était dans "Le Monde" du 8 octobre. On y parlait des dérives de l'intercommunalité qui avait créé plus de doublons de personnels et de moyens que de résultats tangibles, ou en tout cas convaincants. Et ce n'est pas n'importe qui qui cause puisque c'est le ministre délégué aux collectivités territoriales et par ailleurs porte-parole officieux de Sarkozy, qui s'exprime devant l'assemblée des communautés de France. Cette charge sans concession fait d'ailleurs suite à un rapport de la cour de comptes qui, après avoir étudié 135 structures, aboutit à un bilan "coûts-avantages" négatif. À la suite de tout cela, les préfets sont invités à veiller que ne jouent plus les effets d'aubaine dont sont friands nos chers z'élus. Transmis aux Wissembourgeois qui s'inquiéteraient de l'usage qui est fait du produit de leur impôt à la case "intercommunalité".

POUR VÉRONIQUE DUTRIEZ ET GEORGES FEDERMANN PAGE 8

Enfin une municipalité d'opposition !

CETTE MI-MARS 2008 aura marqué l'histoire locale. Les commentateurs les mieux informés n'avaient évidemment pas diagnostiqué cette alternance improbable qui envoie à la mairie une équipe totalement nouvelle, jeune et féminisée. Tout était pourtant en place pour que rien ne change : les caciques locaux étaient fiers de leur bilan, ils avaient battu le rappel du ban et de l'arrière-ban des comités directeurs des associations locales, grandes bénéficiaires des largesses subventionnelles, ils ne s'étaient pas privés de gloser sur les impatiences de leurs challengers, ne redoutant pas au passage des allusions sur les origines sociales ou les patronymes de quelques-un(-e)s des membres de la liste « énergies citoyennes-Wissembourg », les colonnes de la Presse locale de Révérence (PLR) étaient pleines de photos des inaugurations de dernière minute, histoire de convaincre les derniers indécis, ils avaient en outre bénéficié de la rallonge d'un an accordée aux potentats locaux en 2005 pour cause de télescopage de calendrier électoral.

Ces éléments étaient certes légèrement bémolisés par une année 2007 qui n'avait pas été tout à fait conforme aux désirs de l'im-

mobilisme politique local. En effet, et contrairement aux pronostics de la fin de l'année 2005, marquée par ces émeutes prétexte à l'instauration de l'état d'urgence, la droite parlementaire avait collectionné les contre performances électorales : les électeurs avaient confirmé leurs votes de défiance et d'espoir de 2004 (cantonales, régionales et européennes) et de 2005 (referendum sur le texte Giscard). Défaites aux élections présidentielle et générales, étrillées aux sénatoriales, devant composer avec un fort courant nationaliste mené par le vicomte vendéen, les « élites », comme elles se sont baptisées, comptaient tenir localement pour envisager sereinement la reconquête d'un pouvoir qu'elles croient leur revenir de droit, divin est-on tenté d'ajouter.

L'Outre-Forêt n'avait senti du mouvement qu'un souffle presque imperceptible, les baronnies s'étant comme à l'accoutumée jouée de la déferlante progressiste. Dans ce contexte, que pouvait-il bien arriver au roi qui venait de décorer son futur ex-premier adjoint du titre d'honoraire, histoire de lui assurer un complément de retraite ? Le mairele, ou maire-délégué d'Altenstadt, avait fait le nécessaire pour reprendre les dossiers. (suite page 8)

(emprunté au Canard enchaîné qui titrait « Enfin un gouvernement d'opposition ! » à la suite de l'investiture de Pierre Mendès-France en 1954)

sommaire

Table with 4 columns: Article Title, Page 1, Page 2, Page 3. Includes entries for Intercom', opposition, charme, goût (bon), histoire vraie, plaisir, frère, requalification, j'♥ les impôts, vacances, cadeaux de Noël, and Véronique & Georges.

DONS/ABONNEMENTS : 1, RUE SAINT-JEAN 67160 WISSEMBOURG

Les articles publiés dans Pumpernickel peuvent être reproduits sous réserve de mention de provenance.

23 FÉVRIER 2002 - 1^{ER} DÉCEMBRE 2005
Ingrid Bétancourt, captive depuis 1376 jours
Ne l'oublions pas !
www.ingridbetancourt.com

"Pumpernickel", directeur de publication : Antoine Michon
paraît en avril, juin, septembre et décembre
dépôt légal : à parution ; n° ISSN : 1271-6332
courriel : pumper.nickel@laposte.net
blog : http://pumpernickel.over-blog.com
reprographié à 500 exemplaires par "medialogik"
Husarenlager 6a - 76187 Karlsruhe
Téléphone : (0049) 721 53 12 992 ; Télécopie : (0049) 721 53 12 993

abonnement :

1 an, 4 numéros : 2 euros. Abonnement de soutien : 5 euros

Charme (offensive de)

LES CONSEILLERS municipaux d'opposition sont catégoriques : le ton a changé. Alors qu'il ne leur manifestait que dédain ou condescendance quand ils osaient braver son ton cassant et autoritaire, voilà que le maire approche ces conseillers jusqu'à présent considérés comme hostiles. Les propositions de l'opposition sont écoutées (il n'en est évidemment tenu aucun compte), voire commentées par un professeur de bonnes manières qui affecte d'en reconnaître l'intérêt. Derniers épisodes de ces manœuvres presque désespérées, la proposition faite à Serge Bordier, et avec quelle insistance, d'intégrer la commission chargée d'étudier la requalification du relais culturel qui venait à la suite d'une demande de proposition de sa part sur la transmutation de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères en redevance. Tout se passe comme si on avait décidé qu'il était temps de mettre un terme au traitement infligé à des élus dont le tort est d'abord de ne pas voir fait allégeance au suzerain, pour recueillir, en temps utile, la récompense du ralliement. Rappelons l'exemple [dure réalité et rien de plus] de ce responsable d'association, qui en 1992 faisait signer des pétitions pour sauver l'ancien bâtiment des casernes Abel-Douay : il intégra fort opportunément la liste majoritaire pour, après 6 ans de mise à l'épreuve, en devenir adjoint. Voilà probablement l'exemple qui est proposé aux minoritaires, vis-à-vis desquels on saura vraisemblablement faire preuve d'une grande et charitable mansuétude.

Pourquoi un tel changement ?

Est-ce l'effet "Chemin de Damas" et la conversion aussi subite qu'inattendue de celui qui n'a pu jusqu'alors s'empêcher d'envoyer dans les cordes quiconque avait l'outrecuidance de s'opposer à lui ? Les témoignages des "anciens" sont à ce sujet éloquentes, comme celui de Norbert Schwartz sortant effondré de son baptême du feu municipal. Pourtant habitué aux joutes du tribunal des prud'hommes, il n'imaginait pas être traité d'une telle façon.

Par ailleurs, dans le contexte pourtant décontracté des "réunions de quartier", "*le maire de tous les Wissembourgeois*" montre qu'il ne peut s'empêcher de "moucher" à

2 sa façon tel citoyen qu'il déteste parce qu'il a le toupet de tenir une chroni-

que trimestrielle qui le dérange [cela s'est passé le 2 juillet devant un public pantois, la presse était là].

La raison tient peut-être en une personne, ce mystérieux signataire de la rédaction du journal de la mairie, qui reçoit les conseillers d'opposition pour leur demander ce qu'ils pensent de la façon dont ils sont traités (cela s'est passé l'an dernier). Encore l'un de ces personnages de l'ombre qui tiennent la réalité de la politique locale, alors qu'ils n'ont reçu aucun mandat des électeurs. Pour rassurer, on précisera que la personne dont on parle ne le fait pas pour rien.

Qu'est-ce que ça change ?

Dans la réalité, pas grand chose. tout est toujours aussi bloqué, verrouillé et opaque. Un exemple ? Qui a eu de réelles informations sur le devenir des immeubles de la rue du Faisan ? Il en a été incidemment question lors d'une "réunion de quartier", mais on attend encore les détails de l'opération. En revanche, les locataires actuels de ces appartements ont bien eu en main des documents leur apprenant qu'ils allaient voir leur lieu actuel d'habitation démoli. On est venu les voir, ils ont signé, et le tour était joué.

Même scénario pour le PLU (plan local d'urbanisme) dont la phase "concertation" tourne à la farce de mauvais goût : des réunions d'une heure dont les trois quarts sont occupés par le monologue du "spécialiste" de service, des questions renvoyées aux calendes, un maire qui la ramène, des documents illisibles sur fond de contradictions, usage de concepts qui dépassent ceux qui les énoncent (Ah ! le développement durable !), embrouillamini de galimatias, sorte d'auberge espagnole verbeuse où l'usage des mots est censé nous faire oublier le quotidien et son lot de contre sens et de reniements. Avec en fond l'idée de nous faire prendre des vessies pour des lanternes, et comme dirait le regretté Pierre Dac, il arrive qu'on se brûle.

Toute cette mise en scène type "boîte de com" ne trompe en réalité personne et participe en réalité d'une stratégie consistant à lisser une image plutôt qu'à modifier en profondeur un caractère ombrageux et cassant. On pourrait se rassurer en se disant que le plus dur a été fait et qu'on n'en a plus pour trop longtemps.

"*Courage ! Courage ! Camarades !*", chantaient les pontonniers du Général Éblé.

Goût (bon ?)

...la suite

PUMPERNCKEL s'est posté une petite demi-heure à proximité de l'un des 85 plus beaux ronds-points de France. Et il a eu de la chance puisque les brumisateurs dont on se demande encore ce qu'ils veulent nous dire, se sont mis en marche. Comme vous n'aurez peut-être pas cette patience, il est heureux de vous offrir quelques photos d'un spectacle aussi ridicule qu'affligeant.



Pour plaire !

LE TANDEM strasbourgeois (Fabienne & Robert) serait-il inconscient ? On est tenté de le croire en prenant connaissance du guide "tout savoir sur le vélo" qu'il fait distribuer à Strasbourg. Ce qui suit figure en page 13 de l'édition 2005, deuxième du genre.

"En le feuilletant, chacun de vous trouvera de quoi pédaler fort agréablement [...] en version loisir ou pour ses déplacements." y précise-t-on.



LES ESPACES
protégés et quelques
pièges à éviter.

Bien connaître les règles du code de la route et les espaces réservés aux cyclistes. Savoir éviter les accidents. Les réponses sont ici.

- Contresens cycliste :**
Ces "raccourcis" permettent d'éviter les grands axes routiers, et de voir arriver la voiture en face. Les automobilistes s'y habituent. Les accidents y sont très rares.
- Piste cyclable obligatoire :**
La piste cyclable est séparée de la chaussée. Le cycliste est tenu de l'utiliser. Les deux-roues motorisés y sont interdits.
- Bande cyclable obligatoire :**
La bande cyclable est une partie de la chaussée. Le cycliste est également tenu de l'utiliser. Les deux-roues motorisés ainsi que le stationnement des voitures y sont interdits.
- Trottoir signalé :**
L'utilisation du trottoir par le cycliste est autorisée. Le panneau carré de signalisation n'a pas de valeur d'obligation. Il informe le piéton que des cyclistes peuvent y circuler. Vitesse lente et courtoisie s'imposent.

Attention...
Tous les autres trottoirs sont interdits aux cyclistes de plus de 8 ans.

Les choses s'affinent à la page des espaces protégés. Parmi eux, **les contresens cyclistes**. Oui, vous avez bien lu, ce que la mairie de Wissembourg refuse obstinément d'installer depuis plus de 10 ans, la mairie –de droite– de Stasbourg en fait la promotion en indiquant même qu'ils "permettent d'éviter les grands axes routiers et de voir arriver les voitures en face. Les automobilistes s'y habituent. Les accidents y sont très rares."

Depuis le temps que les "spécialistes" locaux nous serinent que les contresens sont dangereux, ils feraient bien de mettre leur vélo dans le train, d'aller à Strasbourg, d'ouvrir les yeux et de regarder ce qu'il s'y passe. On y gagnerait tous en confort et en qualité de vie, comme ils disent.

Histoire vraie

LES CRÉANCIERS de notre amie sont des gens avisés. Ils ont pris la précaution de s'impatier avant le 1^{er} novembre, cela leur a permis de la mettre hors de son logement ... le 26 octobre !

Comme beaucoup de nos concitoyens, notre amie a des soucis d'argent. Dans ce cas, c'est d'abord le loyer que l'on paie avec retard, jusqu'à accumuler un arriéré qui devient insupportable pour le bailleur. Notre amie n'est pourtant pas femme à se laisser aller, elle obtient des contrats aidés malheureusement ponctuels qui ne lui permettent pas cette régularité de ressources, gage de tranquillité. Quelques ennuis plus tard, elle parvient à rembourser, mais il reste les frais d'huisier auxquels le bailleur pourrait renoncer. C'est oublier que l'on est dans l'ère du "zéro tolérance" surtout pour les pauvres. Le personnel du bailleur intime par conséquent l'ordre de déguerpir dans les plus brefs délais. Peu importe les deux enfants de notre amie qui trouvera refuge chez une connaissance qui l'héberge et lui prête un garage où elle peut entreposer ses meubles, signe que la solidarité est encore d'actualité, au moins chez les plus modestes d'entre nous.

Suite à une démarche à la mairie, le CCAS a épongé en partie ses créances et lui a accordé un prêt. Actuellement elle cherche un logement que le fonds social du logement lui garantirait.

Vous aimeriez sans doute savoir qui est ce bailleur rigoureux : c'est OPUS 67, organisme public qui gère le logement social (rue du Faisan, rue Abel-Douay, rue Vauban, etc.). Il est par conséquent amené à "traiter" les dossiers des plus fragiles et démunis d'entre nous. Les admirateurs de la manière forte seront sans doute ravis de savoir que l'on ne badine pas avec les règlements et que les pauvres n'ont qu'à bien se tenir.

Un Frère

LA DÉBARQUÉ chez nous un beau matin - un soir, peut-être de 1960. Tout était si différent à l'époque.

Qui donc l'avait déposé devant notre porte, avec l'espérance qu'elle lui serait ouverte ? Il s'est assis à notre table, un peu gauche et emprunté, devant tout découvrir d'un pays, d'une langue, et de l'exil. Nous avons appris à le connaître, son nom imprononçable, son pays, son histoire, ses histoires, ses souvenirs, sa solitude. Il nous a adoptés comme nous l'avons adopté. Il a fraternisé avec d'autres de nos amis, et même avec ceux, compagnons d'infortune, dont il croyait devoir faire ses ennemis. Il a fait de mon pays sa terre d'accueil, de ma famille sa famille, avant d'être happé par une autre vie. Ainsi vont nos vies.

Quand j'ai appris sa mort, j'ai su pourquoi j'avais - en vain - cherché à le retrouver. Lointain, étranger, différent, il fut pourtant, à sa façon, un frère.

Régis Hulot

Requalification

ON EN REPARLERA dans une prochaine édition de Pumpnickel : il s'agit du volumineux dossier de pré-programmation de "requalification" du relais culturel.

Au-delà des idées proposées, bonnes ou mauvaises, *a priori* soumises à discussion, ce qui frappe le lecteur, c'est ce ton qui sonne comme un réquisitoire à l'égard d'une ville qui a laissé des bâtiments se dégrader ces 20 dernières années, ou qui se révèle incapable de donner les détails de sa politique culturelle, alors qu'elle dispose d'un outil extraordinaire. On comprend la discrétion des responsables de tous poils qui aimeraient sans doute que l'on en parle le moins possible. Comme de la bibliothèque qui devrait être 3 fois plus vaste qu'elle ne l'est actuellement (si, si, c'est dans le dossier).

Glissons sur les "modifications" à venir dans le quartier du tribunal, esquive de style permettant de parler des projets visant la synagogue.

Comme de coutume, c'est par la bande qu'on apprend tout ça, en lisant entre les lignes.

Une ville qui aime les impôts !

LAUTOMNE, c'est d'abord la saison de la chute des feuilles d'impôts dans les boîtes à lettres. Avant tout doit-on rappeler que cette contribution obligatoire demandée à chaque résident (sauf s'il a le privilège d'appartenir à la caste des hauts fonctionnaires internationaux) permet de procéder à la redistribution sociale de la richesse. Les collectivités qui le lèvent alimentent ainsi leurs différents budgets, fonctionnement [il s'agit souvent de dépenses obligatoires (entretien du patrimoine, de la voirie, paiement des salaires du personnel)] et investissement [véritable miroir de la volonté d'un exécutif d'engager la collectivité dans une direction conforme à ses options politiques], qui comportent de larges volets sociaux. Les élections sont là pour sanctionner, en positif ou en négatif, les choix budgétaires qui ont été faits durant la mandature. Pour un exécutif, le vote du budget est l'acte majeur qui doit faire l'objet d'une discussion au sein de l'assemblée délibérative. S'il est légitime de se pencher d'une part sur l'emploi qui est fait de l'argent perçu, il ne l'est pas moins de vérifier si les volumes encaissés suivent peu ou prou l'évolution de l'indice INSEE du coût de la vie dont les gazettes ne cessent de nous dire qu'il ne varie pas de plus de 2% par an.

Trompe-l'œil

Dans les tableaux ci-contre, vous aurez une idée précise, à partir des avis reçus ces dernières années, de la réelle évolution de la pression fiscale locale. Vous aurez ainsi le moyen de vous faire une opinion.

Mais entendons-nous bien ! Il ne s'agit pas de surfer sur les lieux communs des « néo-libéraux » qui passent leur temps à démolir le principe même de l'impôt. Ces gens-là ont une vision égocentrée de la société qu'ils n'envisagent que comme une juxtaposition ou un empilement d'individualités censées passer leur temps à se concurrencer. Ce n'est pas l'opinion de Pumpnickel qui préfère décliner solidarité, fraternité, justice et internationalisme. Dans ce contexte, celui du progressisme, l'impôt apparaît comme le correcteur des malchances qui permet à chacun de continuer à espérer. Non, le seul pro-

4 blème, c'est bien l'usage qui est fait de l'argent public.

Taxe d'habitation

taxe d'habitation : variation des taux par collectivité									
	base et augmentation		taux commune		taux com de com		taux département		
2001	1 870 €		12,14		1,12		5,97		
2002	1 894 €	1,28%	13,11	7,99%	1,12	0,00%	6,33	6,03%	
2003	1 919 €	1,32%	13,36	1,91%	1,19	6,25%	6,71	6,00%	
2004	1 954 €	1,82%	13,54	1,35%	1,21	1,68%	6,97	3,87%	
2005	1 999 €	2,30%	13,73	1,40%	1,23	1,65%	7,25	4,02%	
total :		6,90%	13,10%		9,82%		21,44%		
			coefficient multiplicateur :		1,90		1,42		3,11

SON ÉVOLUTION recoupe celle de la taxe foncière, à ceci près que l'observation attentive des taux démontre que le propriétaire est moins taxé que l'habitant. Mieux vaut en France louer des logements que les habiter ! On pourrait espérer que les pouvoirs de proximité aient à cœur de corriger les excès des idéologues soi-disant libéraux de l'Assemblée nationale. Que nenni ! Ils en remettent une louche, amplifiant les disparités et creusant les inégalités.

Cette dérive pose la question de la "réforme" de l'IRPP (impôt sur le revenu proportionnel et progressif) qui vient d'être votée par le législateur et qui consacre la remise en cause de son rôle de redistribution dans le sens de l'intérêt général.

Et l'Etat ?

LOCCASION est trop belle, pas question de la laisser échapper. Sous prétexte de décentralisation, le contribuable local est prié, une fois de plus, de passer à la caisse, après y avoir fait un détour comme contribuable national (n'oublions pas qu'il s'agit de la même personne !). Par ce prélèvement qui nous échappe trop souvent, l'état se fait défrayer pour le service qu'il rend aux collectivités territoriales. Etonnant procédé qui consiste à faire payer encore une fois celui qui verse déjà son écot sous diverses formes.

Ces recettes souvent appelées "recettes de poche" dans la comptabilité nationale, peuvent rapporter des sommes considérables tout en étant pratiquement invisibles à défaut d'être indolores.

Et ça ne baisse pas avec les années, en particulier au lendemain des élections présidentielles !

prélèvement pour frais de gestion de la fiscalité locale				
	habitation	foncier	total	
2002	4 €	18 €	22 €	
2003	7 €	19 €	26 €	18,18%
2004	9 €	20 €	29 €	11,54%
2005	9 €	21 €	30 €	3,45%
Augmentation :			36%	

Doit-il servir à payer des « consultants » qui « rédigent » à grands frais d'ennuyeuses feuilles de propagande (3 000 euros par numéro, voilà ce que coûte la gazette de Wissembourg, hagiographie municipale, cf conseil municipal du 26/09/05), ou bien à organiser un accueil décent à des enfants qui viennent chercher de l'aide pour faire leurs devoirs d'école ?

Doit-il servir à édifier des monuments pour le moins discutables sur d'innom-

brables ronds-points dévolus à la bagnole ou être consacré à la construction d'un réseau cyclable en ville ?

Doit-il servir à organiser des « fêtes » pièges à touristes ou à offrir à la génération montante des conditions d'épanouissement qui lui feront retrouver le chemin de la gentillesse, de la bienveillance et de l'écoute des autres ?

Ces questions peuvent être posées au travers de cet examen de l'évolution des taux d'imposition décidés par des élus dont on peut se demander si nous les avons vraiment mérités.

Taxe foncière

taxe foncière : variation des taux par collectivité												
base et augmentation			taux commune		taux com de com		taux département		taux région		ordures ménagères	
2001	687 €		11,88		1,16		5,43		1,49		8,09	
2002	696 €	1,31%	12,83	8,00%	1,16	0,00%	5,76	6,08%	1,51	1,34%	10,60	31,03%
2003	707 €	1,58%	13,07	1,87%	1,23	6,03%	6,11	6,08%	1,51	0,00%	11,00	3,77%
2004	717 €	1,41%	13,24	1,30%	1,25	1,63%	6,35	3,93%	1,55	2,65%	12,70	15,45%
2005	725 €	1,12%	13,43	1,44%	1,27	1,60%	6,60	3,94%	1,59	2,58%	13,05	2,76%
total :		5,53%	13,05%		9,48%		21,55%		6,71%		61,31%	
coefficient multiplicateur :			2,36		1,71		3,90		1,21		11,08	

OÙ L'ON S'APERÇOIT que si la base de calcul, provenant de la loi de finance, n'a augmenté que 5,53% sur la période d'observation, suivant le rythme de l'inflation, la pression fiscale locale a bondi de 13,05% [soit 2,36 fois plus], avec une mention spéciale pour 2002, juste après les élections "triomphales" de la liste des gestionnaires rigoureux (+ 8% !), façon sans doute de sanctionner les électeurs de la confiance mesurée qu'ils avaient témoigné à l'équipage [seuls 1 500 Wissembourgeois avaient éprouvé le besoin de mettre un bulletin ump dans l'urne municipale].

La communauté de communes est plus discrète, ou plus patiente. Elle attend l'année suivante pour emboîter le pas avec mesure néanmoins : + 6% en 2003, en attendant mieux pour les années qui viennent... La pression fiscale augmente néanmoins 1,71 fois plus que proposé dans la loi de finance.

Le département, où le maire de Wissembourg exerce de prestigieuses fonctions, n'est pas en reste, il en remet même. Des augmentations à vous couper le souffle, en tout cas sans commune mesure avec celles que vous constatez sur vos feuilles de paie [près de 4 fois plus élevées que la norme gouvernementale].

Mention spéciale pour la région qui s'en tient à des augmentations raisonnables, pour l'instant du moins.

Les tarifs du smictom, qui décroche la timbale, connaissent une irrésistible envolée qui confine à la caricature : il réussit le tour de force de fournir moins de services et de les faire payer formidablement plus chers. Cette attitude est particulièrement mal vécue, en particulier par les infortunés administrés qui font l'effort de trier leurs déchets ou de choisir d'acheter des produits générant peu d'emballage. Consciente (?) de l'impopularité qui gagne, la structure intercommunale s'oriente vers un nouveau mode de calcul qui tiendrait compte du nombre de résidents de l'habitation concernée, au risque de pénaliser les familles. En fait, le smictom, et singulièrement son président, est complètement dépassé par les événements parce qu'il n'a rien vu venir et qu'il a refusé de s'engager dans une démarche visant à réduire le tonnage des déchets. Il a confié à une multinationale (SITA) la collecte des ordures, se contentant d'accompagner un mouvement sans chercher à l'inverser.

Question : l'indemnité du président du smictom est-elle indexée sur l'augmentation de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères ?

Toujours les ordures !

NOTRE AMIE a reçu son avis d'imposition. Elle habite seule une grande maison et doit par conséquent acquitter une lourde taxe d'enlèvement des ordures ménagères. Elle le prend d'autant plus mal qu'elle a un comportement civique : elle trie, composte et ne manque pas de porter à la déchetterie les "encombrants" dont l'ex-service public ne la débarrasse plus, et dont le nouveau prestataire de service (privé) ne précise plus quand il va opérer. Hasard,

elle a un élément intéressant de comparaison avec Strasbourg. Il se trouve qu'en 1997, les deux logements payaient la même somme. Puis les choses se sont emballées de ce côté-ci de la forêt de Haguenau, avec mention spéciale pour les millésimes 2000, 2002 et 2004 [que nous réserve 2006 ... ?] ! Au bout du compte, une augmentation de 150 euros en 8 ans, une taxe multipliée par près de 2,4, qui dit mieux ?

Etonnée du sort qui lui était réservé, notre amie a entrepris une sorte de parcours du combattant consistant à demander aux uns et aux autres de s'expliquer. On ne rentrera pas dans ces détails déprimants, mais sachez que ce n'est qu'au terme de multiples allers et retours téléphoniques qu'elle a enfin appris qu'il n'y avait rien à faire, que tout le monde était dans son bon droit, et qu'elle n'avait plus qu'à s'exécuter (sans jeu

de mot de mauvais goût) en payant, de préférence dans les délais.

Remarquons l'art de la fuite pratiqué par des virtuoses qui s'évertuent à slalomer entre les questions pour apporter des réponses à celles qui n'ont pas été posées. Ainsi le cours du président du SMICTOM qui reconnaît que "la gestion des ordures ménagères concerne la Ville" pour ajouter aussitôt que c'est aussi du ressort de la com' de com'. En fait, l'idée, c'est de brouiller l'écoute en feignant l'intérêt et la pédagogie de proximité. On notera avec intérêt l'emploi de la formule symbole "si comme vous l'écrivez", histoire de mettre en doute le bien-fondé de la démarche du contribuable. Élégant, non ?

Notons enfin que selon que l'on est Français ou pas, la réponse vient du local de l'étape pour les uns ou d'un service fiscal haguenauvien (dont Pumpernickel vous épargnera le jargon administratif) pour les autres. Élégant, non ?

Wissembourg		Strasbourg	
taxe	variation	variation	taxe
109 €		1997	109 €
106 €	-2,75%	1998	3,67%
116 €	9,43%	1999	0,00%
140 €	20,69%	2000	0,00%
153 €	9,29%	2001	1,77%
202 €	32,03%	2002	-0,87%
213 €	5,45%	2003	2,63%
249 €	16,90%	2004	2,56%
261 €	4,82%	2005	1,67%
139,45%		11,93%	

IL POURRAIT s'agir d'un nouveau genre de vacances « tendance » : des bobos en recherche de bonne conscience ou des voyeurs en quête d'originalité vicieuse. On peut également imaginer une agence de voyage spécialisée dans l'organisation de trips pseudo-humanitaires, comme celles qui envoient des hordes de débiles avec caméras numériques en bandoulière visiter « smoky mountain » à Manille, énorme décharge où des gens passent leur vie à récupérer de quoi subsister.

Heureusement, ici, la réalité est autre : il s'agit de médecins qui passent l'intégralité de leurs vacances au cœur des ghettos les plus misérables de la planète pour soigner les plus pauvres parmi les pauvres. Ils s'appellent Caro, Maria, Peter ou Sabine, sont internes ou ont leur propre cabinet, sont médecins de campagne, pédiatres ou chirurgiens. Ils ont tous décidé de s'engager dans l'action humanitaire.

A Mathare Valley, un des « slums » les plus terribles de Nairobi, les réfugiés viennent des quatre coins de l'Afrique en guerre ethnique rejoindre les centaines de milliers d'habitants « historiques » qui s'y entassent dans des palaces de 4-5 mètres carrés. Ils louent ces baraques en tôle, avec vue imprenable sur les tas d'ordures, aux mafieux locaux qui s'arrangent avec les politiques pour percevoir un « loyer » alors que les terrains sont censés appartenir à l'Etat. Malgré leur extrême misère, les habitants du bidonville savent qu'ils ont un recours en cas de maladie : ils peuvent se rendre à la « Baraka », un dispensaire où exercent ces médecins en ... vacances. Ils accueillent et auscultent chacun de 60 à 100 patients par jour. La plupart des malades sont atteints de pathologies graves ou multiples : il n'est pas rare de voir une tuberculose se déchaîner sur un organisme dont les défenses immunitaires sont fragilisées par le sida.

Dans un style presque identique mais sur le continent asiatique, huit autres médecins se relaient à Howrah, banlieue déshéritée de Calcutta, théâtre du début du livre « La cité de la joie ». Ils habitent et travaillent, dans des conditions difficiles, au cœur du bidonville et vont à la rencontre des plus malades, chez eux, dans les masures où ils s'entassent dans une promiscuité qui favorise la transmission des maladies infectieuses.

Il en est de même aux quatre coins de notre belle planète : 300 médecins par an, environ 2 000 depuis le début des années quatre-vingts, animés par des motivations diverses – de la volonté de mettre leurs qualifications au service des autres à la recherche de l'aventure –, s'engagent gratuitement, parfois au péril de leur propre santé.

Ils soulagent un peu, guérissent parfois, ils écoutent et compatissent toujours. Leur présence permet aux malades de projeter leurs espoirs vers les dispensaires. Dans tous les cas, ils s'activent et apportent juste une petite preuve que l'humanité mérite parfois son nom.

Ces médecins sont dans leur grande majorité Allemands et travaillent pour « Ärzte für die Dritte Welt (médecins pour le tiers-monde) ».

J'ai été un témoin privilégié (dans tous les sens du terme) sur place : respectivement une semaine à Nairobi au mois de mai et une semaine à Calcutta à la mi-septembre.

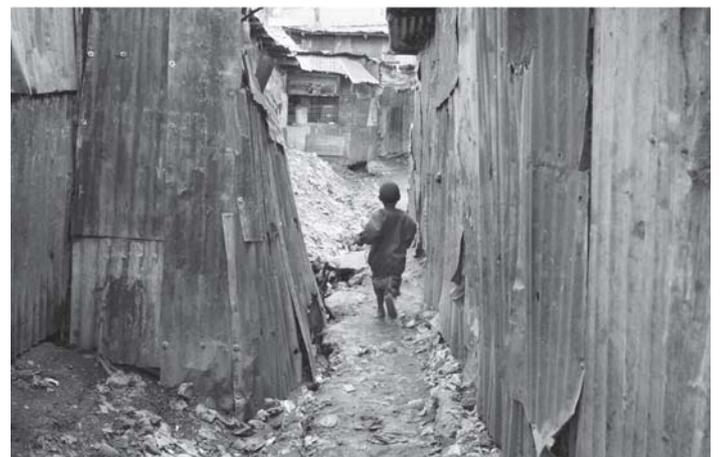
Leur travail est discret et fantastique. Les expériences sont souvent terribles comme ces deux femmes qui débarquent avec un sachet plastique.

L'une explique en kiswahili qu'elle a trouvé la deuxième couche sur le bas-côté avec du sang lui coulant entre les jambes. C'est à ce moment qu'elles ouvrent le sachet qui contient un fœtus de huit mois. Les avortements étant passibles de prison ferme dans ce beau pays, elles sont venues chercher une attestation des médecins pour qu'il déclare une fausse-couche chez cette femme par ailleurs atteinte du sida.



À Calcutta, j'ai pu faire voir un bébé qui venait d'avoir un an. Comme il ne lui restait que le

pouce à la main gauche, je me renseigne : il a été trouvé sur une décharge par des gens alertés par ses cris, alors que des cochons étaient en train de le dévorer vivant. Il y a tout de même laissé quatre doigts et une partie de son pénis. Il a été adopté par des infirmes.



Cadeaux de Noël

à vos z'oreilles



UNE BANDE de quadras survoltés, mélange jazzy, blues, rock rebelle avec humour et énergie. Comme le caméléon fétiche de l'île où ils se produisent, leur musique se fond dans le paysage sonore exotique pour défriser nos oreilles.

Il s'appellent FCC (fauc ça cesse), mais gageons que cela ne sera pas son sort. Les textes originaux et déjantés de



François Artaud, le chanteur, sont accompagnés par

Josy

(chant & saxophone),



Kamel

(percussions et guitare),



Franck

(guitare rythmique),



Jérôme à la basse,



et **Nico**

(Guitare solo).



Nos artistes sont assistés d'**Olivier** à la console.

Disque disponible chez Pumpernickel.
Contact FCC : smoothy1@wanadoo.fr

SA LECTURE relève de l'hygiène mentale. Pour ce prix-là, vous en aurez pour votre argent, bien plus qu'en achetant on ne sait quel "livre" d'Alain Minc ou de BHL. Vous y retrouverez quelques-uns des confrères en insolence de Pumpernickel. Rassurant, non ?

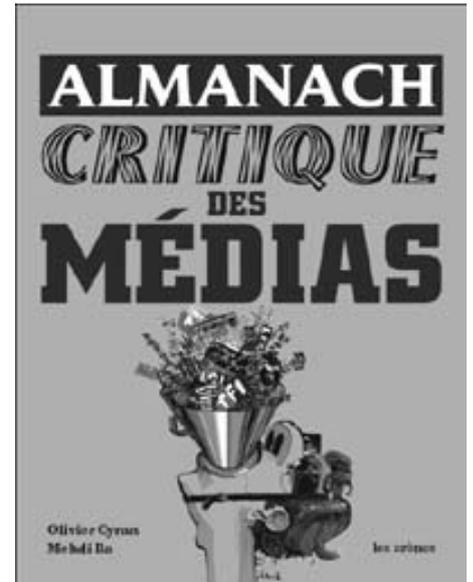
L'almanach critique des media, par **Olivier Cyran et Mehdi Ba** vous emmène pendant 360 pages dans les méandres de l'information trafiquée, de la collusion entre "journalistes" et fils de pub, du brouillage entre réflexion et parti de la presse et de l'argent. En sortant de cette lecture, vous saurez tout ou presque de ceux qui prétendent parler en votre nom, vous dicter votre vote (cf referendum du 29 avril...) ou inspirer / relayer les chants de la "pensée" (sic) néo-libérale (re-sic).

Les auteurs [en collaboration avec l'équipe de PLPL et de quelques autres qui appartiennent à la contre-culture médiatique, travaillent pour des journaux indépendants (*PLPL, CQFD, Fakir,...*) et des sites critiques (*Acrimed, Rezo.net,...*) qui touchent chaque mois plusieurs centaines de milliers de lecteurs et d'internautes, bien que vous n'entendiez jamais parler dans les revues de presse d'*Europe1* ou *France Inter...*] démontent les mécanismes de la prise en main des esprits par des faiseurs d'opinion au travers des faits divers requalifiés en faits de société.

"*Quelles sont pour vous les qualités d'un bon journaliste ?*

- *C'est celui qui sait le soir ce dont on va parler le lendemain matin autour de la machine à café.*" (Robert Namias, directeur de l'information de TF1.)

L'ALMANACH CRITIQUE DES MÉDIAS a décidé de rendre définitive-



ment imbuvable l'expresso matinal concocté par les petits maîtres de l'information de marché, à coup de tsunamis à répétition, de « révélations » en trompe-l'œil et de « débats de société » montés en mayonnaise. Il s'adresse à tous ceux qui sont fatigués du système médiatique, de son bombardement d'informations faussement neutres, de son absence de pertinence. Après l'avoir lu, vous ne regarderez plus la télévision sans sourire, vous n'écoutez plus la radio sans bouillir, vous n'ouvrirez plus votre journal de la même façon...

Ces pages d'antidote ne risquent pas de traîner devant la machine à café de *TF1* ni sur le bureau de Franz-Olivier Giesbert. Et pour cause : il est bourré d'infos.

Septembre 2005, 360 pages,
29,80 euros, ISBN 2-912485-83-5
Laurence Corona, éditions les arènes, 3,
rue Rollin, 75005, Paris
tél. : 0142174887 ; fax. :
0143317797 ; courriel :
l.corona@arenas.fr
en vente dans les meilleures librairies



Pour vos cadeaux de fin d'année, pourquoi ne pas offrir un calendrier avec textes et images de la région de Wissembourg ?

Ou un petit livret « Un mot pour un mal », des proverbes d'encouragement dans la détresse ?

Disponibles chez

Sonja Rupp
9, rue Général-Abel Douay,
67160 Wissembourg
tél. : 06 98 93 29 51

Calendrier : 10 euros ;
livret : 8,50 euros

Enfin une municipalité d'opposition ! (suite de la page 1)

Il allait embrasser l'exceptionnelle situation de cumul des deux fonctions exceptionnelles, la mairie de la colonie et le premier échevinat du colonisateur. Peu à dire sur la liste proposée aux électeurs : on avait fait le ménage, une sorte de mélange de chaises musicales et de « *turn-over* » s'étant maintenant installée. Seul le roi ne tournait pas et s'appropriait, sûr de son fait, à affronter l'épreuve du suffrage universel.

Les choses avaient commencé mi-2006 avec des réunions de citoyens, pour tous, électeurs ou non, au cours desquelles la parole avait circulé librement. On se voyait chez les amis, loin des caméras de vidéosurveillance que le maire avait fait installer, profitant des dispositions annexes de la loi d'exception fraîchement abrogée. Tout y était passé : projets d'aménagement réservés au centre-ville quand ils n'étaient pas mort-nés, priorité au paraître avec des « z'entrées d'ville » incroyables, habitat social aux marches de la ville, absence des élus dont on ne connaît que la voiture passant au ralenti dans le quartier, policiers municipaux pourvus de matraque, manque d'accompagnement des enfants en particulier pour l'aide aux devoirs, fragmentation de la structure urbaine, circulation anarchique dans une ville dédiée au tout voiture, jeunes relégués au rôle de faire-valoir des « z'élus », paternalisme, pratique sociale (??) du maire, pas de programme local d'alphabétisation, etc. Les langues se déliaient au fur et à mesure des soirées prolongées jusqu'en automne. Tout cela a fait l'objet d'un recueil [circulant sous le manteau, chacun s'en souvient, sauf la PLR qui poursuivait l'événement après l'avoir superbement ignoré] pour offrir un débouché politique à cette espérance qui trouvait le lieu et le temps de s'exprimer.

Puis, ça s'est accéléré : mouvement d'inscription sur les listes électorales, en particulier auprès de ceux qui pensaient ne pas avoir le droit de voter, formation de groupes de réflexion dont s'excluaient d'eux-mêmes tous ceux qui venaient à la soupe ou tentaient de torpiller l'initiative, constitution d'un collectif « énergies citoyennes-Wissembourg », manifestation festive fin de l'été 2007 en liaison avec les autres collectifs « énergies citoyennes », et poursuite de la constitution de la liste.

C'est sur ce terrain que les vieux barbons ont été pris à contre-pied. Au lieu de se lancer dans une sorte de « *remake* » de "rassemblement pour Wissembourg", « énergies citoyennes-Wissembourg » a cherché bonnes volontés et compétences en

S constituant une liste jeune (moyenne d'âge : 43 ans), féminisée (les 2/3 des

élus sont des élues) et représentative de la population (1/4 des élus ont des parents qui n'ont pas la nationalité française). Rappelons-nous l'air goguenard et condescendant des « forces vives » (PLR, association patronale, parti politique dominant) lorsque la liste s'est présentée à l'automne 2007. Sans doute à cause de la franchise des réponses de nos candidats, maintenant élus, qui tranchait avec la langue de bois lourdement chargée en vigueur habituellement :

- la consultation populaire devait continuer, et au-delà des élections,
- l'opposition aura un local dans la mairie,
- le journal de la mairie deviendra celui de tous les Wissembourgeois,
- un conseil des contribuables non-électeurs sera créé,
- on cessera de chaperonner un conseil des enfants repensé intelligemment,
- les indemnités du maire et des adjoints seront redistribuées,
- les projets municipaux et immobiliers feront l'objet d'une consultation et d'une information préalables,
- les Wissembourgeois pourront s'exprimer en marge du conseil municipal dans le cadre de questions écrites,
- les associations d'alphabétisation pourront exercer leurs activités,
- les aides aux entreprises feront l'objet d'un cahier des charges établi avec elles,
- l'attribution du local de permanence se fera de façon transparente,
- le bureau du maire sera accessible aux handicapés,
- les élus s'engagent à venir à la mairie majoritairement à pied ou en vélo,
- des jumelages seront signés avec des villes de pays du Sud,
- la ville adoptera un prisonnier d'opinion et le fera « citoyen d'honneur »,
- les élus s'interdisent de recevoir quelque breloque que ce soit durant leur mandat, etc.

On aura une petite pensée pour le maire qui va refaire la démonstration de sa souplesse politique comme cela avait été le cas en 1987 – 1989. Et n'oublions pas la PLR... !

Le roi déchu, contraint de vivre sans liste civile, était très contrarié. Il s'est fait tirer l'oreille pour serrer la main que notre nouvelle première magistrate lui tendait en souriant ! « *Sic transit gloria mundi...* ».

Nous, la seule chose qui compte, c'est qu'on avait tous le sourire ce lundi 17 mars 2008, parce que cette fois-ci, on n'allait pas laisser passer la chance.

Fiction ? Pas tant que ça ! À vous de choisir !

Pour Véronique et Georges



MARDI 15 NOVEMBRE, Véronique Dutriez a été tuée par un déséquilibré, patient de Georges Federmann, lui-même grièvement blessé. Son confrère, Haim Asseraf et deux patients ont été victimes d'un acte qui laisse leurs amis dans la peine et le désarroi.

Nous nous sommes retrouvés jeudi soir rue du Haut-Barr pour rendre hommage dans le silence, le recueillement et la dignité à ces victimes qui nous ont demandé, dans nos pensées, de ne pas oublier la famille du désespéré. Une voix féminine a lu le poème d'Erich Mühsam (Anarchiste allemand, juif, assassiné par les nazis le 10 juillet 1934) que Georges dédiait d'habitude aux 86 victimes juives du professeur Hirt.

Honneur aux morts

Celui pour qui le soleil ne brille plus
Il n'a plus besoin d'amour
Combien de chagrin pour lui,
Il n'a pas besoin de le savoir.

Hommes, laissez les morts tranquilles
A vous appartient la vie
Chacun a bien assez à faire
A lever le bras et le regard.

Laissez les morts ils sont libres
Dans le sable humide.
Vous, sortez de l'esclavage,
De la misère et de la honte.

Un combat vaudrait des lauriers,
Epargnez à la mort ces cadeaux!
Mais reprenez l'épée du mort
Et menez son combat jusqu'à la fin.

Voulez-vous faire quelque chose de bien
Pour ceux que la mort a rencontrés?
Hommes, laissez les morts tranquilles
Et accomplissez leurs espoirs.

Comme pour rendre hommage au combat inlassable mené par Georges et Véronique au sein du cercle Menachem Taffel (du nom de la seule victime de Hirt qui ait pu être identifiée par son matricule d'Auschwitz), le doyen de la faculté de médecine de Strasbourg a annoncé que la plaque faisant mémoire des victimes serait apposée dans la cour de l'Institut d'anatomie.

Si le départ de Véronique nous affecte tous, en particulier tous ceux dont elle avait l'habitude de prendre la défense de tous les "sans" (papiers, domicile, pays, droits, considération, ...), c'est vers ses proches que va notre soutien fraternel. Soyons à leurs côtés.